

**RAPPORT SUR**

**LES IDÉES DES JEUNES**

**POUR LA CONFÉRENCE SUR**

**L'AVENIR DE L'EUROPE**



Conférence  
sur l'avenir  
de l'Europe



**EYE**  
2021



## ***TABLE DES MATIÈRES***

Message de la rédaction .....	4
Changement climatique et environnement .....	6
Santé .....	8
Une économie plus forte, justice sociale et emploi .....	10
Transformation numérique.....	12
Valeurs et droits, état de droit, sécurité .....	14
Migration .....	16
Éducation, jeunesse, culture et sport .....	18
L'Union européenne et le monde .....	20
La démocratie européenne .....	22
Divers .....	24



## **MESSEGE DE LA RÉDACTION**

En 2021, nous posons tous la même question: et maintenant? À quoi ressemblera le prochain chapitre de notre histoire?

Ces trois dernières années, l'Europe a été confrontée à d'importants défis. Partout sur le continent, nos citoyens ont dû faire face à des inondations, à des incendies de forêt, au ralentissement de l'économie, à des violations des droits de l'homme ou encore à des menaces pesant sur leurs moyens de subsistance et leur vie. Nous avons tous traversé une pandémie qui nous a montré à quel point nos économies et nos services de santé peuvent être fragiles et combien il est important de se protéger et de se soutenir mutuellement. Il est plus important que jamais de faire preuve d'unité.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est susceptible de changer la trajectoire que nous suivons. Plus que jamais, il est crucial de recueillir les avis, de définir la vision et de mettre en exergue les opinions de ceux et celles qui sont et seront au cœur de l'avenir de l'Europe: les jeunes.

Quelles politiques et quelles législations les jeunes générations peuvent-elles défendre pour s'assurer un avenir brillant et sûr? **C'est là qu'intervient le présent rapport sur les idées des jeunes.**

Ce rapport est le fruit des consultations des jeunes qui ont été organisées par le Parlement européen dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Il contribue au processus de consultation des citoyens qui se déroulent aux niveaux local, national et européen ainsi qu'en ligne sur le site [futureu.europa.eu](https://futureu.europa.eu). L'EYE 2021 est l'aboutissement de la collecte des idées des jeunes: la quatrième édition de la Rencontre des jeunes européens (EYE) a rassemblé des milliers de jeunes, issus de toute l'Union européenne et d'ailleurs, au

Parlement européen, à Strasbourg. Ils ont pu à cette occasion **formuler et partager leurs idées** sur l'avenir de l'Europe.

Depuis la publication du dernier rapport EYE à la suite de l'édition 2018, les jeunes ont fait entendre leur voix en exigeant des politiques climatiques qui puissent garantir notre avenir; des politiques éducatives qui offrent des chances équitables à tous; des politiques sociales qui assurent un soutien quand cela est nécessaire, et bien plus encore. Il ne fait aucun doute que l'Europe dispose d'une jeune génération active, désireuse de façonner l'avenir. La forte augmentation de la participation des jeunes aux dernières élections européennes illustre également cette réalité.

Ces six derniers mois, le Parlement européen a recueilli plus de 1 500 idées et propositions de jeunes citoyens de toute l'Europe sur [youthideas.eu](https://youthideas.eu). En tant que rédacteurs de l'EYE, nous avons choisi les idées les plus populaires qui sont ressorties des consultations des jeunes et nous les avons présentées à la Rencontre des jeunes européens 2021, où les participants ont pu les approfondir au cours d'ateliers d'idéation. 20 idées ont été sélectionnées et soumises aux votes, sur place et en ligne, de tous les participants de l'EYE afin d'identifier les 5 meilleures, qui ont ensuite été présentées lors de la séance de clôture de l'événement. Ce document reprend les 20 idées finales développées lors de la rencontre EYE. Il met également en évidence les propositions ayant obtenu le plus de soutien, qui ont été débattues lors de la plénière de clôture de l'EYE 2021. Vous pouvez trouver de nombreuses autres idées des jeunes, issues de ce processus de consultation, sur [search.youthideas.eu](https://search.youthideas.eu).

Nous pensons que les idées qui ont reçu le plus de votes représentent véritablement et équitablement les principales attentes des jeunes pour l'élaboration des politiques futures.

Un tel rapport n'aurait pas été possible sans tous les jeunes qui ont participé aux consultations et ont fait l'effort de partager avec le monde les changements qu'ils espèrent voir se produire. Il n'aurait pas non plus été possible sans les nombreux jeunes qui ont pris part à l'EYE 2021 pour approfondir les idées les plus populaires — merci!

Ce rapport n'est pas qu'un simple recueil d'idées, il représente l'opinion d'un grand nombre de jeunes et une vision concrète de notre avenir commun. Il sera disponible sur la plateforme principale de la conférence, [futureu.europa.eu](https://futureu.europa.eu), dans le cadre de l'EYE 2021. Il sera également présenté à la Conférence sur l'avenir de l'Europe et aux députés du Parlement européen afin de servir d'inspiration pour le débat politique et les futures propositions politiques.

*L'équipe de rédacteurs de l'EYE 2021*



## CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT

### FACILITER LE RECYCLAGE DANS L'ENSEMBLE DE L'UNION EUROPÉENNE

Les frontières ne devraient pas freiner nos efforts visant à réduire les déchets, ni la transition vers des économies vertes et circulaires. Actuellement, les États membres abordent différemment les politiques de recyclage. Cela perturbe les habitudes de recyclage et engendre d'énormes quantités de déchets. C'est pour cette raison qu'il est important de créer **un système de recyclage normalisé** qui s'applique à l'ensemble du continent. Le système de «**récupérateurs automatiques d'emballages**» constitue une bonne approche. Les citoyens paieront une petite redevance chaque fois qu'ils achèteront des produits emballés et celle-ci leur sera rendue lorsqu'ils ramèneront les emballages aux récupérateurs automatiques.

Pour que cela fonctionne dans toute l'Union européenne, il est essentiel que les matériaux utilisés pour les emballages et leur fabrication soient uniformisés. De plus, simplifier la composition de l'emballage garantira que chaque déchet puisse être recyclé partout de manière efficace. Ce système devrait être mis en place avec une période de transition importante, afin d'effectuer les ajustements nécessaires dans la production et de disposer de suffisamment de temps pour éduquer les citoyens à ces nouvelles pratiques et attentes. Un étiquetage obligatoire pourrait aussi responsabiliser et informer les clients sur ce nouveau système et sur les endroits où recycler leurs déchets.





## ***L'ÉGALITÉ VERTE AU SEIN DES ENTREPRISES***

L'autonomisation des petites entreprises respectueuses de l'environnement constitue un élément clé pour parvenir à une transition écologique. Les grandes entreprises moins durables continuent à dominer le marché, ce qui ne laisse guère de place aux entreprises concurrentes plus vertes. Pour s'assurer que **la croissance économique est écologique**, les institutions de l'Union européenne devraient supprimer toutes les mesures qui encouragent l'utilisation de combustibles fossiles, sur-le-champ. Ces fonds peuvent être réalloués au développement d'initiatives respectueuses de l'environnement au

sein de petites entreprises. On peut par exemple rendre l'accès au crédit plus flexible pour les petites entreprises qui respectent les pratiques vertes et prônent l'écologie.

En outre, il est important que l'Union européenne encourage et subventionne la création de marchés locaux, où des petits exploitants agricoles peuvent vendre des produits locaux aux consommateurs des environs. Cela permettra de diminuer l'intérêt pour la grande consommation dans les supermarchés et de **rendre la consommation locale plus attrayante** auprès des familles et des clients.



## SANTÉ

### UNE APPROCHE GLOBALE DE LA SANTÉ

Nous devons adopter une approche plus globale de la santé au niveau institutionnel. **Un nouveau pacte européen sur la santé** sensibiliserait les citoyens à l'importance d'avoir une alimentation équilibrée et de faire du sport. Cela permettrait également d'employer des spécialistes en santé mentale au sein des écoles. La COVID-19 nous a montré que nous devons éduquer les gens et les responsabiliser pour qu'ils prennent davantage soin de leur santé mentale et physique.

La nouvelle législation devrait prévoir:

- un soutien pour former les spécialistes de la santé mentale au sein des

écoles et leur donner les moyens d'agir;

- des cours dans les écoles pour sensibiliser à l'importance de suivre un régime alimentaire sain et de faire de l'exercice;
- des espaces sûrs dans les villes et les villages pour les personnes atteintes de maladies mentales, où celles-ci peuvent trouver refuge dans des zones fréquentées si elles sont victimes d'une crise de panique ou d'autres symptômes de maladie mentale;
- une campagne d'information qui oriente le citoyen vers des informations fiables concernant une alimentation saine et le bien-être mental.







## ***RESPONSABILISER LES ENTREPRISES***

Le changement climatique fait des ravages sur notre santé et sur celle de la planète et ce problème devient de plus en plus urgent. Les inondations, les sécheresses, les déchets toxiques et la pollution atmosphérique dans les villes nuisent à la santé des populations européennes.

Dans l'intérêt de notre bien-être, nous devons contraindre les entreprises à répondre des dommages qu'elles causent à nos lacs, nos océans, notre air et notre terre. **Les entreprises devraient être sanctionnées quand elles causent des dommages à l'environnement** et pour les conséquences que cela engendre sur la santé publique. En général, c'est le public et les fonds publics qui paient pour les soins de santé et

la protection sociale. Nous devons immédiatement élaborer une stratégie afin d'évaluer quelle quantité de déchets et de pollution sont produits par les entreprises dans les villes; nous pouvons considérer l'augmentation des taux de maladies chroniques et d'allergies comme des marqueurs de la pollution locale et des dommages pour la santé de la population.

En outre, les employeurs doivent encourager l'utilisation de **moyens de transport durables**, comme les trains et les vélos, grâce à des subventions ou en mettant à disposition des abris adaptés. Ces choix sont non seulement bons pour la planète, mais aussi pour notre santé physique.



## UNE ÉCONOMIE PLUS FORTE, JUSTICE SOCIALE ET EMPLOI

### SE LANÇER DANS LA VIE ACTIVE DU BON PIED

Réduire le chômage des jeunes devrait être une priorité essentielle de l'Union européenne, en particulier dans une économie post-pandémie. L'Union devrait également allouer davantage de ressources financières à des initiatives qui **facilitent la création d'emplois pour les jeunes** et aident les jeunes à entrer sur le marché du travail.

Il faut:

- mettre en place des fonds spécifiques pour mettre fin aux stages non rémunérés, indépendamment des études ou du statut social;
- créer une plateforme de coordination avec les organisations de jeunesse et les employeurs (entreprises, institutions et ONG) afin d'aider les jeunes à trouver des stages rémunérés en fonction de leurs préférences dans toute une série de secteurs d'activité;
- créer un réseau de médiateurs au sein des écoles des États membres afin de toucher les jeunes qui sont potentiellement en décrochage scolaire et de les informer sur les possibilités qui s'offrent à eux. Ceci est particulièrement important pour les pays moins développés.





## **INTÉGRATION FISCALE ET POLITIQUE AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE**

Pour garantir une meilleure intégration au sein de l'Union, il faut appliquer **un système fiscal unique dans l'ensemble de l'Union européenne**, afin de parvenir à l'égalité entre les États membres.

Une telle intégration fiscale présenterait de nombreux avantages:

- cela créerait une répartition plus équitable des fonds entre les États membres riches et ceux qui sont moins développés;
- cela augmenterait le budget et mènerait à une législation commune en matière de politique budgétaire;
- cela réduirait la bureaucratie.
- Nous pourrions en outre développer des investissements pour d'autres propositions, telles que des politiques salariales communes, une action conjointe contre le chômage et une harmonisation de l'âge de départ à la retraite.



## TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

### ÉDQUER À UNE UTILISATION SÛRE DES MÉDIAS SOCIAUX

Éduquer à une utilisation sûre des médias sociaux devrait être une priorité en 2021, car ces plateformes dominent notre vie personnelle et professionnelle. Les personnes qui maîtrisent les outils informatiques seront non seulement mieux équipées pour faire face aux cybermenaces, mais elles utiliseront aussi les plateformes de médias sociaux avec respect et tolérance.

Personne ne devrait être laissé pour compte dans le monde numérique; **il faut éduquer toutes les générations à utiliser leur présence numérique avec prudence.** Pour les

enfants notamment, nous pouvons:

- inclure la maîtrise du numérique dans les programmes scolaires;
- célébrer des journées internationales du numérique, pendant lesquelles les enfants recevront des cours pratiques et théoriques;
- utiliser des jeux interactifs comme outils d'apprentissage;
- créer une simulation de plateforme de réseau social, pour que les enfants puissent apprendre quels sont les dangers liés aux cyberattaques et éviter leurs conséquences dans la vie réelle.





## **RENFORCER LA LÉGISLATION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE CYBERSÉCURITÉ**

Dans notre monde toujours plus axé sur le numérique, il faut **accroître la cybersécurité** en renforçant les cadres législatifs internationaux. Il faut mettre en place une législation à l'échelle de l'Union européenne pour garantir une protection plus efficace de la vie privée et des droits numériques des citoyens.

L'Union européenne devrait mettre en place un comité de spécialistes qui représentera tous les États membres et définira ce qu'est la

cybercriminalité et quelle législation nous devrions adopter. Une telle institution doit être protégée contre les éventuelles activités de lobbying et les grandes entreprises.

La législation devrait en outre garantir que les plateformes en ligne vérifient l'identité de l'utilisateur afin de lutter contre l'anonymat en ligne, qui peut mener à des abus en ligne, à des informations erronées et à des cyberattaques.



## VALEURS ET DROITS, ÉTAT DE DROIT, SÉCURITÉ

### L'ÉTAT DE DROIT

L'Union européenne est une union de valeurs. Nous voulons des mécanismes contraignants pour défendre les valeurs de l'Union qui sont exprimées à l'article 2 du traité, telles que l'état de droit et le respect des droits des minorités. Les traités devraient être modifiés pour que la règle de l'unanimité prévue à l'article 7 soit remplacée par une **règle de majorité qualifiée**. De plus, la Commission européenne et le Parlement devraient disposer d'une voix au cours du processus, qui devrait être comptabilisée dans le calcul de la majorité qualifiée. Une fois lancées, les procédures menées au titre de l'article 7 devraient être assorties d'un calendrier précis. La Cour de justice doit rester la seule

juridiction compétente pour statuer sur le droit de l'Union, y compris les questions relatives à l'état de droit.

Nous devons donner pleinement effet à la **clause de conditionnalité liée à l'état de droit** attachée au budget de l'Union européenne et aux fonds provenant de l'instrument «Next Generation EU». La Commission doit maintenant adopter des lignes directrices en conséquence.

En outre, l'Union européenne doit évaluer le respect par les États membres des valeurs fondamentales de l'Union, d'une manière semblable à celle utilisée dans le cadre des processus de préadhésion des pays candidats.





## ÉGALITÉ DE DROITS POUR LES PERSONNES LGBTQI +

L'Union européenne devrait considérer la dignité, l'égalité et le respect comme des valeurs reconnues et partagées. Nous devons veiller à ce que les communautés LGBTQI + jouissent des mêmes droits dans l'ensemble de l'Union européenne. L'Union peut et devrait définir les attaques contre la communauté LGBTQI + comme des crimes de haine.

Pour opérer un véritable changement, il faut commencer par des attitudes collectives, et les initiatives partant du sommet prises sans avoir le soutien du terrain peuvent s'avérer contre-productives. L'Union européenne doit soutenir **des**

**initiatives venant de la base**, en sensibilisant aux questions LGBTQI +, et en donnant des moyens d'action aux groupes de militants régionaux et nationaux. Ce soutien devrait prendre la forme d'un plan d'action et engendrer la création d'événements, de nouvelles publications LGBTQI + et donner lieu au financement d'initiatives collectives. Nos communautés doivent être mieux informées sur les droits dont sont actuellement privées les personnes LGBTQI + et sur les difficultés rencontrées par les communautés LGBTQI +. L'empathie et la compréhension constituent la première étape pour donner aux autres des moyens d'agir.



## MIGRATION

### **SOUTIEN AUX JEUNES UNIVERSITAIRES RÉFUGIÉS**

L'Union européenne devrait financer un programme pour **octroyer l'accès aux universités de l'Union européenne aux étudiants et aux universitaires réfugiés**. Ce programme devrait recenser les universités européennes intéressées par l'accueil d'universitaires réfugiés et assurer le lien avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés afin d'identifier et de contacter les universitaires réfugiés. Les universités pourraient définir certaines exigences pour les universitaires, telles que des critères spécifiques en matière de connaissances, mais ne devraient en aucun cas être autorisées à pratiquer une discrimination fondée sur l'origine. Les candidats intéressés devraient recevoir le soutien de l'Union européenne, qui financerait les ONG qui, à leur tour, soutiennent les candidats tout au long de leur processus de candidature. Lorsqu'ils ont

été acceptés, les universitaires réfugiés devraient avoir accès à une formation préparatoire si nécessaire.

Un **fonds européen central** serait le meilleur moyen de parrainer les universités qui accueillent des étudiants réfugiés, afin de subvenir à leurs besoins primaires, tels que le logement, la nourriture et des cours de langue. Un tel programme aiderait l'Union européenne à répondre aux défis liés au vieillissement de la population, ainsi qu'à renforcer les valeurs européennes de solidarité et de dignité humaine. Cela permettrait aux réfugiés d'acquérir de nouvelles compétences en échange d'une contribution aux pays d'accueil, et aux pays d'accueil de bénéficier d'une nouvelle main-d'œuvre qualifiée. Cela permettrait surtout de réduire la méfiance envers les migrants et la rhétorique populiste.







## **MIEUX SOUTENIR LES DEMANDEURS D'ASILE**

Héberger des demandeurs d'asile pour une longue période dans des camps au sein des États membres est inhumain et intolérable. Améliorer cette situation doit être une priorité. **L'UE devrait renforcer les financements centralisés** qui incitent les États membres à accepter les migrants. Les financements devraient servir à encourager l'accueil des migrants par les États et à rationaliser les processus bureaucratiques et d'intégration. Ils devraient servir à:

- recruter immédiatement des traducteurs et des avocats spécialisés dans les questions d'immigration pour qu'ils soient présents dans les pays de la Méditerranée, afin de réduire le délai de traitement des demandes d'asile;
- subvenir aux besoins de base des migrants dans le premier pays d'accueil; couvrir le coût de la nourriture, de l'hébergement, des

médicaments et des besoins des nourrissons;

- soutenir l'intégration dans les États de destination, afin de réduire les réticences à accepter des migrants;
- fournir un soutien technique et des conseils techniques dans l'ensemble de l'Union européenne.

Il convient également d'aider les États à mettre en place des apprentissages pour les demandeurs d'asile, et à accélérer l'intégration; en leur permettant de contribuer à leur pays d'accueil; et en réduisant la méfiance des communautés d'accueil à l'égard des migrants. À cela peut s'ajouter une reconnaissance accrue des qualifications antérieures des migrants et une répartition des demandeurs d'asile entre les États membres en fonction de leurs compétences et des besoins des États.



## ÉDUCATION, JEUNESSE, CULTURE ET SPORT

### UN ENSEIGNEMENT NON FORMEL DANS LES ÉCOLES

L'Union européenne doit fournir davantage de fonds pour permettre à tous les jeunes Européens de suivre un enseignement non formel. De tels mécanismes existent déjà: il serait facile d'intégrer des liens entre l'éducation, les études et la formation dans le programme Erasmus+ parallèlement à des actions telles que le jumelage électronique et les échanges de personnel. Ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté politique.

L'enseignement non formel peut prendre de nombreuses formes, comme par exemple des services de volontariat, des échanges de jeunes et des programmes sportifs. Les jeunes Européens doivent **acquérir des compétences pratiques**

pour devenir des citoyens à part entière, responsables et consciencieux. L'enseignement non formel est idéal pour permettre une éducation plus globale.

En outre, un programme européen d'enseignement non formel pourrait créer une plateforme permettant de combler le fossé entre les enseignants et les prestataires de services qui peuvent apporter leur expertise sur des sujets pertinents pour le monde d'aujourd'hui. La plateforme comprendrait également des informations sur des méthodes d'apprentissage innovantes, interactives et attrayantes, ainsi que sur les possibilités de mise en réseau.





## **DE MEILLEURS PROGRAMMES SCOLAIRES**

Repensons les programmes scolaires! En Europe, les écoles devraient proposer un enseignement plus utile et plus pratique, qui porterait sur **des sujets pertinents pour la vie actuelle**, tels que la sensibilisation à la santé mentale, l'éducation sexuelle, la culture numérique et financière, l'éducation à l'environnement et les compétences interculturelles. Les écoles doivent constamment réévaluer les besoins de leurs élèves afin de mieux préparer cette génération au marché du travail.

En outre, dans un monde toujours plus globalisé, il est de plus en plus important d'avoir non seulement des compétences interculturelles, mais aussi de connaître les possibilités et

les avantages que l'Europe procure. Si l'école contribuait à renforcer cela, nous pourrions créer une société plus dynamique, plus diversifiée et plus engagée et former une Europe unie, qui cible des objectifs communs et coopère activement avec le reste du monde. Nous pouvons relever ces défis politiques et personnels.

Créer ces nouvelles matières à l'école serait bénéfique à plusieurs égards pour les jeunes et pour l'Europe dans son ensemble. Confronter les jeunes Européens à des sujets actuels ayant des implications et concrètes contribuera à nourrir une citoyenneté ouverte, inclusive et tolérante. Cela permettra de développer l'empathie et rapprochera les Européens.



## L'UNION EUROPÉENNE ET LE MONDE

### UNE EUROPE FÉDÉRALE

Le changement climatique, la COVID-19 et les inquiétudes en matière de sécurité internationale représentent des défis majeurs pour l'Union européenne, ses États membres et ses citoyens. Pour y faire face, nous devons nous engager en faveur d'un État fédéral.

Ainsi, nous pouvons devenir une force mondiale avec laquelle il faut compter — économiquement, politiquement, militairement et culturellement. Parvenir à une Europe fédérale n'est en aucun cas une tâche facile; il s'agit plutôt d'un **projet à long terme offrant de**

**grandes perspectives:** réduire les coûts pour les gouvernements nationaux nous permettra d'investir dans la politique de santé et la lutte contre le changement climatique.

En outre, une Europe fédérale peut rassembler des personnes issues de tous horizons et idéologies, et renforcer l'identité européenne en dépit de nos différences, ce qui fera ensuite de l'Europe un État fort et résilient. Cela nous donne la possibilité de parler d'une seule voix et nous permet de promouvoir les valeurs européennes et la paix sur la scène internationale.





## **UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE COMMUNE PLUS FORTE**

Une politique étrangère commune plus efficace pourrait renforcer la présence de l'Union européenne dans les négociations mondiales et supprimer la nécessité d'avoir plusieurs accords bilatéraux entre les États membres et les pays tiers. En tant que **puissance forte, multilatérale et non hégémonique**, notre Union peut relever les défis mondiaux et réagir plus rapidement et plus efficacement aux menaces pesant sur la sécurité internationale, tant en Europe que dans le monde.

En adoptant une politique étrangère commune, nous pouvons:

- promouvoir nos valeurs, par exemple en interdisant dans les faits tout commerce de biens favorisant le travail forcé;
- renforcer l'identité européenne — et susciter la confiance des citoyens dans cette nouvelle puissance;
- accroître la résistance à l'égard des puissances non démocratiques et des menaces pour la sécurité;
- veiller à ce que notre voix soit entendue dans les négociations internationales et sur la scène politique mondiale.



## LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

### **UN PASSEPORT EUROPÉEN UNIQUE NORMALISÉ**

Exploitions le potentiel de la citoyenneté européenne! Dans un premier temps, nous pouvons créer **une carte d'identité et un passeport européens uniques** pour tous les citoyens de l'Union, qui seraient valables pour l'entrée et le séjour dans tous les États membres.

Deuxièmement, nous devons vivre l'expérience de l'Europe pour nous sentir européens. Pour ce faire, il est important de permettre aux citoyens de vivre plus facilement dans différents États membres et de se déplacer plus aisément d'un État membre à l'autre. C'est pour cette raison que nous avons besoin de procédures normalisées de

réinstallation et d'enregistrement dans tous les pays de l'Union européenne: il devrait être aussi facile de se déplacer au sein de l'Union que de déménager à l'intérieur d'un État membre.

Lors de l'élaboration de ces politiques et processus, nous devons veiller à ce que chacun soit traité sur un pied d'égalité. Par conséquent, nous devrions établir des règles à l'échelle de l'Union européenne en matière de réinstallation et d'enregistrement dans un autre État membre. Par exemple, les citoyens européens devraient être autorisés à voter à toutes les élections du pays dans lequel ils résident — quel que soit leur pays d'origine.





## DES LISTES TRANSNATIONALES POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'Union européenne a un problème: ses citoyens ne sont toujours pas correctement représentés, ce qui a une incidence sur leur confiance dans la politique et leur niveau d'engagement vis-à-vis des décideurs politiques.

Pour changer cela, les élections au Parlement européen doivent être plus européennes, plutôt que d'être 27 élections qui se déroulent en même temps. Nous devrions utiliser des listes transnationales, où les électeurs pourraient choisir dans une liste de candidats nationaux et dans une liste reprenant des candidats de tous les États membres. Un électeur pourrait donc voter à la fois pour un candidat national et pour un candidat d'un autre pays. Ainsi, un politicien pourrait être élu de deux manières différentes. De la sorte, on pourrait non seulement s'assurer que les candidats

représentent toutes les régions, mais aussi veiller à ce que les élections soient véritablement transnationales, ce qui obligerait les politiciens à prendre en compte l'opinion de tous les Européens.

Il devrait en être de même pour les candidats au poste de président de la Commission, qui ne devraient pas être élus dans le cadre de négociations en coulisses entre partis gagnants. Nous devrions appliquer le **système des «Spitzenkandidaten»**, où chaque parti annonce avant la campagne électorale le candidat qui sera président de la Commission si ce parti venait à remporter la majorité. En privilégiant une participation active à la campagne et une interaction directe avec les citoyens, le futur président pourrait être plus proche des citoyens de l'Union européenne.



## DIVERS

### UNIS DANS LE MULTILINGUISME

Unissons-nous pour le multilinguisme!

L'Union européenne devrait investir davantage dans le multilinguisme. Dans un premier temps, **il faudrait réformer l'apprentissage des langues dans les écoles**: si de nombreux étudiants apprennent des langues parlées dans les grands pays de l'Union, rares sont ceux qui étudient des langues parlées par un nombre réduit de citoyens, même si elles sont parlées dans des pays bien plus proches. En outre, de nombreux étudiants bilingues n'ont pas la possibilité d'étudier dans leur langue maternelle à l'école, et de nombreuses langues parlées par des minorités nationales, ethniques et linguistiques ne leur sont pas proposées, ce qui menace leur droit

d'utiliser leur langue maternelle. Il faut davantage de financements pour faciliter les cours de langues et former les professeurs qui peuvent promouvoir le multilinguisme dans l'enseignement.

De plus, nous pouvons **encourager les échanges de jeunes**, tels que les voyages scolaires visant à apprendre une langue étrangère, ainsi que changer la communication officielle. Certains événements et programmes destinés aux jeunes Européens sont déjà organisés dans plusieurs langues: un financement accru de l'Union européenne pourrait permettre d'organiser davantage d'événements et de programmes encourageant les jeunes Européens à apprendre les langues.







## **PRIVILÉGIER LA TRANSPARENCE DANS LA POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE**

Toutes les politiques européennes doivent être évaluées de manière transparente. Certaines d'entre elles risquent de ne pas atteindre leurs objectifs ou les communautés cibles: par exemple, il se peut qu'elles oublient de tenir compte de la situation spécifique des citoyens qui vivent dans des zones rurales ou dans des pays moins développés économiquement. Si l'on veut tirer les leçons des erreurs commises dans le passé et **créer de meilleures politiques à l'avenir**, les citoyens doivent être en mesure de comprendre pourquoi on crée certaines nouvelles politiques et on en réforme d'autres: des évaluations transparentes et compréhensibles leur permettront de prendre des

décisions éclairées lors des élections. Ensuite, il faut que le travail des lobbyistes dans l'Union soit plus transparent. Il faut réglementer de manière plus stricte le travail des lobbyistes afin de s'assurer que les politiciens sont à l'écoute de leurs électeurs. Ces dernières années, des efforts ont été déployés pour renforcer la réglementation. C'est un pas dans la bonne direction: une manière d'encourager davantage la transparence consisterait, par exemple, à élargir la portée et l'utilisation **des registres de transparence**. De telles mesures permettront de renforcer la confiance des citoyens dans l'Union et ses politiques.



***EYE2021.EU***



***SEARCH.YOUTHIDEAS.EU***



***INSTAGRAM.COM/EP\_EYE***



***FACEBOOK.COM/YOUTHEP***



***TWITTER.COM/EUROPARL\_EYE***





---

**EYE** 2021